

# L'opposition politique en

(6<sup>e</sup> partie)

## B- La mouvance identitaire

• La définition, la délimitation et l'identification du contenu, du champ et des animateurs de la mouvance démocratique ont posé problème, au tout début de l'expérience algérienne, du fait de l'ostracisme opposé par certains de ses membres à l'encontre de leurs homologues, eux aussi, autorisés par l'Etat à activer, légalement, mais accusés d'être affiliés à des écoles doctrinales hétérodoxes.

Chacun, voyant midi à sa porte, prétendait détenir, à lui seul, la propriété de l'étiquette démocratique et déniait à ses concurrents le droit de la partager.

***Aussi, il a été classé, sous le générique démocratique, l'ensemble des partis activant dans le respect des dispositifs légaux, à l'exception des formations dissoutes, pour non-conformité avec la loi, bien que ces dispositifs – faut-il le répéter – furent biaisés, dans leur rapport avec le concept et la pratique de la démocratie, par les interprétations, les surenchères et les violations commises par les uns et par les autres.***

Cette discrimination avait visé, en premier, les partis islamistes qui s'étaient soumis – peu ou prou, il est vrai – aux dispositions de la Constitution et de ses textes d'application. Elle fut, ensuite, étendue aux partis nationalistes et néo-nationalistes auxquels il fut reproché de s'aligner sur l'idéologie baâthiste, une qualification passant pour être infamante, alors qu'historiquement, le baâthisme s'était fait connaître comme une doctrine laïque, démocratique, pratiquée, sous le commandement unioniste transnational de ses fondateurs Michel Aflak et Salah El-Bitar, par des formations qui dirigèrent, dans les années 70, les Etats-Nations de Syrie et d'Irak avant d'être dénaturés par les chefs militaires de ces pays.

En réponse, les partis incriminés n'avaient pas ménagé leurs critiques envers ceux qu'ils considéraient comme «les épigones du bloc laïco-communiste, indignes de figurer dans le courant nationaliste».

• La typologie des partis et des groupements de partis retenue par la présente monographie n'a pas pris en considération ces réserves qui relèvent, à son sens, de part et d'autre, plus d'a priori d'une guerre de chapelles que d'étalons de mesure, juridiquement validés.

Aussi, il a été classé, sous le générique démocratique, l'ensemble des partis activant dans le respect des dispositifs légaux, à l'exception des formations dissoutes, pour non-conformité avec la loi, bien que ces dispositifs – faut-il le répéter – furent biaisés, dans leur rapport avec le concept et la pratique de la démocratie, par les interprétations, les surenchères et les violations commises par les uns et par les autres.

Si la mouvance islamiste avait été traitée, à part, dans le chapitre précédent, ce n'était pas parce qu'elle contrevenait aux principes de la démocratie – abstraction faite du FIS, un cas extrême – mais parce qu'elle représentait un phénomène d'un seul tenant qu'il était indispensable de disséquer et d'étudier sans le tronçonner.

Il a été, ainsi, démontré en quoi le Front islamique du salut était un parti antidémocratique, irréductiblement, incompatible avec le système qui lui avait permis, par inconscience, d'être, à deux doigts, d'abolir l'Etat républicain.

Dans la trajectoire de la même préoccupation méthodologique, une nette distinction a été établie entre lui et les autres partis islamistes qui s'étaient pliés à la règle du jeu, quoiqu'il reste à quelques-uns d'entre eux – TAJ passe pour y avoir obtempéré – à couper le cordon ombilical qui les relie à la confrérie des Frères musulmans – encore toléré pour des raisons d'alchimie et d'équilibre connues des seuls centres de décision étatiques – et à cesser d'enfreindre l'interdiction décrétée, sous le magistère du Président Liamine Zeroual, d'utiliser, à des fins politiques, l'Islam et les symboles de la Nation.

Ces clarifications, nécessaires à l'objectivité de l'analyse, apportées, l'étude s'attachera à aborder, dans ce chapitre et ceux qui suivront, tous les partis qui travaillent – chacun en fonction de sa place et de son importance – à rendre la concurrence entre formations politiques la plus proche possible du modèle visé et ce, quelles que soient leurs racines et leurs identités.

Les décantations à venir finiront, à la longue, par sélectionner les plus représentatives d'entre elles, et par réduire, dans l'esprit et la lettre des réformes constitutionnelles, en cours depuis 2011, la confrontation partisane entre les quatre ou cinq principaux courants qui traversent la société.

• Symétriquement à l'islamisme qui tient ses principaux traits de caractère actuels des sédimentations civilisationnelles et culturelles cumulées par les empires et les royaumes du Maghreb central du 8<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> siècle, les particularismes identitaires possèdent, eux aussi, des antécédents, encore plus anciens, que les historiens datent des royaumes berbères de Numidie, de Maurétanie sétifiennne, césarienne et tingitane ainsi que de ceux des Etats sahariens et subsahariens.

Il en a subsisté, par-dessus ces apports historiques successifs – on pense à celui des foutouhate el islamiya – des fonds linguistiques (chaoui, targui, tamazight, mozabite...), des rituels et des coutumes transmis, de génération en génération, et rappelés, à chaque fois que nécessaire, par les penseurs algériens. On se souvient de la célèbre formule de cheikh Abdelhamid Ben Badis égrenant la triple appartenance de la Nation algérienne, une affirmation d'identité patrimoniale signalée à tous les hégémonismes qui tenteraient d'occulter sinon d'effacer ce capital génétique de l'irréductible algérien ou de le manipuler ainsi que le firent Lavigerie, De Foucault et les pères blancs en Kabylie, dans le Sud et sur les Hauts-Plateaux de l'Ouest.

Le fait identitaire n'est pas, tout le monde le sait, circonscrit à la seule Algérie. Les autres pays du Maghreb – le Maroc, la Tunisie, la Libye – ceux du Golfe – le Yémen et Oman – et même d'Europe – l'Espagne avec les îles Canaries, représentées par le MPAIAC de feu Me Cubillo – le revendiquent.

Il y en a qui l'ont intégré dans leur système de gouvernance, à travers des expres-

sions partisans spécifiques, ainsi que l'Histoire l'a enregistré par exemple au Maroc, pays dont la population, en partie berbérophone – essentiellement tachelhit, tamazight et tarifit – s'était dotée, dans les années 1950, d'un des plus vieux partis identitaires de la région, le Mouvement populaire de Mahjoubi Aherdane qui forma avec l'Istiqlal de Allal El-Fassi et l'ancien Parti de la liberté et du socialisme, d'obédience communiste, du vétéran Ali Yata, un des piliers du système multipartite du Makhzen.

• Aussi proche, dans l'absolu, fût-il, le cours suivi par les partis de la cause identitaire en Algérie ne ressemble pas, tout à fait, à celui de leurs alter ego maghrébins, moins heurté et moins douloureux.

Admise, là-bas, sans violence, officieusement, depuis 1967, et constitutionnellement, depuis 2011, sous la direction du professeur Mohamed Chafik et de l'Institut royal de la culture amazighe (Ircam), leur reconnaissance s'est faite, ici, au bout d'un long processus surchargé de dénis, de sectarismes et d'incompréhensions enracinés dans un rejet communautariste, réciproque, explosif.

Les militants de cette cause – proches ou lointains – ont payé le prix de leur revendication par des persécutions, des excommunications et des sévices qui ont fragilisé, dans les moments de forte crise, la cohésion nationale sans prendre, cependant, l'ampleur et la durée de la répression subie par les Arméniens et les Kurdes en Turquie, en Irak et en Syrie, le Mouvement national et la Révolution de Novembre, dont la Kabylie fut un des berceaux, étant passé par là.

On a vu, précédemment, dans quel bouillon de culture la résurgence des particularismes identitaires a mûri en Algérie et à quels ancrages culturels et politiques modernes – la littérature et la poésie de Jean et Taos Amrouche, la crise berbériste de 1949, au sein du PPA/MTLD, et l'insurrection du FFS, en 1963, – elle s'est arrimée.

L'étincelle qui mit le feu aux poudres de ce qui fut appelé «le Printemps berbère» de 1980 a été allumée, incidemment, par la décision prise par le mouhafedh du parti du

***On a vu, précédemment, dans quel bouillon de culture la résurgence des particularismes identitaires a mûri en Algérie et à quels ancrages culturels et politiques modernes – la littérature et la poésie de Jean et Taos Amrouche, la crise berbériste de 1949, au sein du PPA/MTLD, et l'insurrection du FFS, en 1963, – elle s'est arrimée.***

FLN de Tizi-Ouzou, Mohamed Bourzam – un membre du pré-carré de Mohamed Cherif Messaâdia – d'interdire une conférence que Mouloud Mammeri devait donner, à la Maison de la Culture, sur la poésie kabyle ancienne ; une décision-détonateur tombée, à point nommé, qui permettra au FFS de rebondir, à un moment de grande solitude, et de remobiliser la région sur un thème hypersensible, politiquement très porteur.

Deux facteurs changèrent la donne, par rapport à 1963, qui accordèrent au Front des forces socialistes l'investiture, non seulement régionale mais aussi nationale, pour parler au nom des Amazighs, des Chaouis, des Touaregs et des Mozabites :

- la montée sur scène du Mouvement culturel berbère (MCB) qui prépara le terrain grâce à ses réseaux logistiques et à ses relais couvrant Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bouira, Boumerdès, Batna et Ghardaïa ;

Par Badr'Eddine Mili



- l'arrivée en force, autour de la direction du Front, d'une jeune garde – la relève – formée par une poignée d'universitaires, Saïd Sadi, Arezki Aït-Larbi, Amara Benyou-nès, Djamel Zenati... qui étaient impatients de ferrailler avec le pouvoir central après avoir transité par là où les précédèrent leurs aînés, Slimane Amirat et d'autres, c'est-à-dire Tazoult, Berrouaghia, Lambèze, Médéa et tout ce que cela supposait comme étapes intermédiaires : cours spéciales et tribunaux d'exception.

Ce fut à la station du «Printemps Berbère» que furent réunis les principaux éléments constitutifs du Rassemblement pour la culture et la démocratie. Les jeunes militants s'étaient centrés, en priorité, sur la revendication de la reconnaissance identitaire et la faisaient passer – même dans le sigle de leur parti – avant celle de la démocratie, étant entendu – faisaient-ils valoir – que sans reconnaissance identitaire, la démocratie n'avait aucune chance de s'installer dans les lois et les mœurs des institutions du pays.

Et puis, ils arrivaient à la politique avec un autre discours – plus percutant – et une autre façon de concevoir l'action militante, synonyme de rejet de l'autoritarisme et des méthodes de fonctionnement du parti et de la direction des anciens qu'ils ne craignaient pas d'assimiler au centralisme

démocratique des vieux partis totalitaires.

Ce nouveau rapport à la politique chanté par Matoub Lounès, Cherif Khadem, Idir et Aït-Menguellat, macéra dans un bain en ébullition, une dizaine d'années, le temps d'être projeté, au-devant de l'actualité, par l'emballage de l'Histoire planétaire.

Il trouva dans le Rassemblement pour la culture et la démocratie un interprète novateur et téméraire.

a) Le Rassemblement pour la culture et la démocratie

L'entrée en lice, après le FFS, d'un autre parti identitaire contemporain du MDRA et du FFD, exprima une demande plus large et plus insistante des communautés berbères, en même temps, qu'elle répondit, avec plus d'impatience, à une gestion maladroite des gouvernements centraux des années 1960, 1970 et 1980.